

Quand la *modernisation nationale* passe par des femmes *authentiques*. Le « langage de la modernité » au prisme du genre (Guinée et Mali).

Céline Pauthier (SEDET, Paris 7) & Ophélie Rillon (IMAf, Paris 1)

Au lendemain de la 2^{ème} guerre mondiale les gouvernements coloniaux et les mouvements de libération nationale ont fait du « langage de la modernité »¹ un ressort de leur projet politique. Des modèles inspirés des métropoles coloniales, de l'URSS et des Etats-Unis ont ainsi été mis en concurrence. Bien souvent, ces projets ont été pensés dans l'historiographie en termes institutionnels et juridiques sans que la dimension genrée de cet idéal de modernisation ne soit prise en compte. Pourtant, nombre de ces nationalismes ont fait du statut des femmes et de leur acquisition de nouveaux droits le symbole d'une transformation radicale de l'ordre politique. Leur émancipation « réelle » devenait un gage de « progrès », comme ne cessaient aussi de le rappeler les instances internationales.

En partant des cas guinéens et soudanais/maliens, notre communication s'attèlera à montrer la manière dont les nationalistes ont investi cette symbolique de la modernité des femmes africaines, dans les années 1950-1960. Outre la proximité géographique et une histoire coloniale partagée, les militantes et les militants de ces deux territoires entretenaient une convergence de pensée (option socialiste), alimentée par les circulations transfrontalières de réseaux politiques et syndicaux. Les archives des Congrès panafricains et féminins, ainsi que certains témoignages, permettent d'analyser la diffusion de modèles (tant du point de vue des structures d'organisation féminines que des revendications) et l'élaboration d'un langage commun favorable à l'émergence d'une « cause féminine » ouest-africaine. Des militantes soudanaise et guinéenne ont ainsi su de saisir de l'idéologie modernisatrice portée par les mouvements nationalistes – et avant eux par les projets coloniaux – pour en faire un instrument d'émancipation féminine et revendiquer des réformes législatives (interdiction de la polygamie, imposition d'un code du mariage civil etc.). C'est donc moins la modernité comme catégorie d'analyse que comme « langage politique » qui nous intéresse ici.

En adoptant une approche comparée et connectée, il s'agira d'analyser la réadaptation locale et les interprétations antagonistes d'un discours forgé dans des rencontres régionales et internationales. En effet, si le discours sur les droits a été le support d'une critique commune à l'égard de l'ordre colonial, il fit aussi émerger des aspirations spécifiques qui pouvaient ébranler les projets d'unification politique et d'homogénéisation sociale promus au tournant des indépendances. L'idéal des militantes lettrées guinéennes et maliennes de « la femme moderne », émancipée du joug colonial et de la contrainte familiale, divergeait de celui des leaders nationalistes et entraînait en contradiction avec les aspirations des militantes « de base ». Progressivement, cette idéologie des droits, qui avait servi de ressource aux militantes pour formuler des revendications matérielles concrètes, fut supplantée par celle des devoirs et de la morale au tournant de la décolonisation. Tout en demeurant le credo officiel des Etats guinéens et maliens, la rhétorique de l'émancipation féminine et de l'égalité des sexes fut adaptée aux exigences des constructions nationales. Le portrait de la militante révolutionnaire idéale qui se dessinait dans les discours de propagande (presse, théâtre, iconographie) empruntait alors au registre de l'authenticité africaine. Dans le contexte de défense de la révolution socialiste, les militantes se devaient d'incarner des représentations antagonistes : moteurs des transformations sociales elles étaient aussi investies du rôle de gardiennes de « la tradition ».

¹ COOPER Frederick, *Le colonialisme en question. Théorie, connaissance, histoire*, Paris, Payot, 2010, p. 199